

LA RENTRÉE SOCIALE

Après un mouvement social de plus de quatre mois, les syndicats ouvriers, étudiants et lycéens opposés à la loi Travail ont pris rendez-vous pour la relance de l'action et ont émis un appel à la mobilisation dans toute la France le 15 septembre prochain.



C'était pourtant là le seul moyen de permettre le développement d'un mouvement qui aurait pu donner confiance à bien d'autres travailleurs et faire plier patronat et gouvernement.

Voilà la leçon à tirer des mouvements du printemps dernier.



Ce sont sur ces acquis que nous devons nous appuyer pour continuer le combat et entraîner dans la lutte celles et ceux qui sympathisent avec nous sans avoir osé, jusqu'à présent. Mais rien n'est perdu. Ces quatre mois de lutte ont permis à une fraction de la classe ouvrière - certes minoritaire mais jouissant du soutien de l'immense majorité des travailleurs et des travailleuses - de se retrouver dans la rue, de retisser des liens, de battre le pavé et de défier le gouvernement pour la première fois depuis 2012.

Le chômage continu de sévir, la loi Travail de Myriam El Khomri - que Valls et Hollande sont fiers d'avoir imposée envers et contre tout - va augmenter la précarité sans créer un emploi de plus.

Les hôpitaux, les écoles, les services publics vont mal parce que l'Etat consacre notre argent non seulement à mener des guerres sans issues mais aussi à subventionner les profits patronaux à coups de milliards d'euros.

La détermination reste intacte ! Refusée par les deux tiers de la population, même votée, la loi Travail peut être retirée. Si nous nous en donnons les moyens ! Des journées d'actions isolées ou espacées ne suffiront pas. Ce qu'il faut préparer, c'est un mouvement d'ensemble, une grève générale pour faire reculer patronat et gouvernement et prendre nos luttes en mains.

En comptant d'abord sur nous-mêmes et non sur les appareils syndicaux qui n'ont pas voulu œuvrer à faire converger en même temps toutes les forces entrées dans la lutte.

Sommaire :

Page 1 : La rentrée sociale

Page 2 : Burkini et islamophobie

Page 3 : La CGT attaque le syndicat LAB

Page 4 : Mépris des grands medias

Page 5 : Répression au Pays Basque

Page 6 : Livre – Palestine



Le burkini, un nouveau prétexte pour alimenter l'islamophobie

Il n'y avait ni burkini, ni revendications religieuses, ni cris d'Allahou Akbar sur la plage de Sisco, en Corse, le 13 août dernier lorsque deux bandes rivales - l'une formée de Maghrébins, l'autre de jeunes du village voisin - se sont violemment affrontées pour le contrôle d'une petite plage. Un conflit minable qui a rapidement dégénéré et qui a vu, le lendemain, quelques centaines d'individus aller jouer les gros bras dans un quartier de Bastia habité par la communauté immigrées nord-africaine.



Mais avant même de savoir ce qui s'était réellement passé, journaux, radios, télévisions et réseaux sociaux se sont déchaînés bientôt suivis par les élus locaux et les politiciens de tous bords. Les arrêtés municipaux « anti-burkini » se sont multipliés et aussi les déclarations fracassantes des Valls, Laurence Rossignol (ministre PS des droits de la Femme) et Chevènement à gauche, Nicolas Sarkozy et Henri Guano à droite, Florian Philippot et Marine Le Pen à l'extrême-droite. Si toutes ces déclarations ne disaient pas rigoureusement la même chose, elles allaient toutes dans le même sens : stigmatiser la population musulmane même si, hypocritement, la gauche fait un distinguo entre les « bons musulmans » et les mauvais islamistes. Et cette population risque d'être également la cible principale de la prochaine campagne présidentielle avec, au menu, l'interdiction du port du voile à l'Université et la disparition des repas de substitution dans les cantines scolaires lorsqu'il y a du porc.

Il est bien évident qu'en tant que révolutionnaires anticapitalistes nous sommes résolument partie prenante des combats féministes et, à ce titre, nous luttons aussi bien contre le voile, la burqua, le niqab et le tchador que contre le burkini. Tout comme nous nous opposons aux robes, aux cornettes et aux voiles des bonnes sœurs ou bien aux perruques que portent les femmes juives religieuses qui se rasent la tête. Ou à la mantille dont s'est couverte la tête une des conseillères de Hollande lorsque ce dernier a été reçu par le Pape François.

Toutes ces tenues sont autant de symboles de l'oppression de la femme, une pratique commune à toutes les religions monothéistes. Quant aux jeunes filles musulmanes qui se voilent par défi, elles utilisent une bien mauvaise arme pour manifester leur révolte.

Mais ne prenons pas les vessies pour des lanternes. Aujourd'hui « la lutte pour la laïcité et les valeurs de la République » est simplement là pour alimenter un sentiment antimusulman et anti-arabe exacerbé par les crimes sanglants du pseudo-Etat islamique (Daech) et de ses affidés locaux. Celles et ceux qui prétendent aujourd'hui défendre la laïcité sont les mêmes qui, durant des années, ont fait cadeaux sur cadeaux à l'enseignement confessionnel et qui continuent dans cette voie. Bien mieux on peut voir aujourd'hui un groupuscule d'extrême-droite prendre le nom de « Riposte laïque » sans que cela n'étonne plus personne. Alors oui, il faut lutter contre le fanatisme religieux - qu'il soit islamiste, chrétien, juif ou autre. Mais il faut le faire avec notre propre méthode, en unissant l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, quelque soit leur origine, dans les luttes et les combats de classe, en luttant contre toutes les discriminations, en propageant l'éducation et la culture dans toutes les classes de la population, et notamment les quartiers les plus défavorisés.



L'autre méthode, qui consiste à légiférer à tout de bras à l'échelle nationale ou locale sous les prétextes souvent les plus contestables ne peut conduire qu'à une radicalisation accrue de la population musulmane et à rendre plus difficile la situation des femmes au sein de cette communauté.

Une telle attitude risque à terme de diviser profondément les classes populaires et à rendre plus difficile leur nécessaire unité dans la lutte. De cela la droite et l'extrême-droite ne peuvent que se réjouir. Quant à la gauche de gouvernement et ses alliés, elle a sombré depuis longtemps dans une telle décomposition que sa seule ambition semble être désormais de survivre à tout prix, à n'importe quel prix, quitte à adopter les idées plus réactionnaires du camp adverse et à coller aux préjugés les plus révoltants. Une déchéance morale dont elle a peu de chance de se relever.



LA CGT ATTAQUE LE SYNDICAT LAB Avec les armes de la Bourgeoisie

Après avoir obtenu, avec l'aide de la CFDT, de la CFTC et de FO, l'invalidation du syndicat des travailleurs corses STC (Sindicatu di i Travagliadori Corsi) aux prochaines élections des TPE (Très Petites Entreprises) la CGT s'est attaquée avec succès au syndicat basque LAB (Langile Abertzaleen Batzordeak).



Le fait n'est pas nouveau elle avait déjà fait de même avec le syndicat des travailleurs bretons SLB (Sindikad Labourerien Breizh) en 2012 mais cette fois là sans succès. Elle a utilisé pour ce faire une loi faite sur mesure pour les patrons qui leur permet de contester la participation de certains syndicats aux élections.

L'objectif de la confédération est de grappiller le plus de voix possible afin d'arriver en tête dans ces élections, surtout devant la CFDT qui la talonne, afin de peser dans les négociations de branches. Car leur sert pour le calcul de la représentativité des syndicats au niveau national. Il est certain qu'elle craint également de voir les travailleurs et travailleuses se tourner vers des syndicats plus contestataires que ceux qui pratiquent un syndicalisme de conciliation comme elle. Il convient de rappeler qu'en 2012 LAB est arrivé deuxième aux élections TPE.

Cette action en justice a provoqué un tollé général de plusieurs syndicats CGT et syndiqué-es du Pays Basque qui sont majoritairement pour l'intégration de LAB dans l'intersyndicale locale et qui lors du dernier congrès de l'Union Locale ont proposé une motion en ce sens qui a été majoritaire. De plus depuis le mois de

mars plusieurs de ces syndicats font partie du Collectif contre le Retrait de la Loi El Khomri avec LAB, Solidaires-Sud et diverses organisations politiques et associations.

Une motion a été signée par une douzaine de syndicats, dont, pour citer les plus gros, Cheminots Bayonne et Hendaye-St Jean de Luz, Dassault, Hôpital de Bayonne, et envoyée à la Confédération. Une pétition en ligne (<https://www.change.org/p/elections-tpe-je-désapprouve-le-recours-engagé-par-ma-confédération-la-cgt-contre-lab>) a recueilli plus de 200 signatures. Des cartes ont été rendues par des militant-es et certain-es se posent la question de rester à la CGT.



Lors de leur du 30 août réunion des opposant-es ont décidé des actions à venir, une des propositions est de proposer à la CGT que LAB intègre le cortège de l'intersyndicale pour la manif du 15 septembre prochain ou alors que les syndicats défilent dans le cortège de LAB. Mais comme il serait étonnant que LAB ne reste pas dans le cortège du «Collectif Jusqu'au retrait» cela signifierait-il que ces syndicats défileraient avec celui-ci ?

Lors du Conseil Syndical de l'U.L. de Bayonne qui a eu lieu le 2 septembre un représentant de la Confédération est descendu de Paris pour expliquer la démarche de celle-ci contre LAB, qui lui avait organisé un « Ongi Etorri » (bienvenue) silencieux devant la Bourse du Travail.

La réunion a été houleuse, les syndiqué-es des autres UL de la Côte ont été « priés de quitter les lieux ! ».

Une motion disant à peu près ceci : « *Le Conseil Syndical de l'UL de Bayonne*

réuni ce jour se désolidarise de l'action intentée contre le syndicat LAB par la Confédération CGT » a été votée majoritairement. Lors du prochain Comité Général de l'Union Départementale 64, les opposant-es représenteront leur motion visant à intégrer LAB dans l'intersyndicale départementale.



Le STC et LAB ont déposé un recours devant la Cour de Cassation afin de faire invalider cette décision et pouvoir se présenter aux élections TPE. On ne peut que souhaiter qu'ils gagnent leur combat pour l'unité du monde du travail. En tant que révolutionnaires nous sommes à leur côté.

LAB a lancé une invitation à l'ensemble des syndicats, acteurs socio-économiques, linguistiques, culturels et politiques à lui apporter leur soutien et qu'ils participent à une conférence de presse « Pour les Libertés Syndicales » et le respect du choix syndical le samedi 10 septembre à la Bourse du Travail de Bayonne.

L'attitude de la Confédération ne peut que diviser les travailleurs et travailleuses, et, quand on lit les attendus du jugement et les arguments utilisés par elle on peu parler d'un mépris ouvert et affiché à l'encontre des Peuples Basque et Corse, ce qui ne la grandit pas. Gageons qu'elle va y laisser des plumes car le risque pour elle est que les militant-es écoeuré-es quittent la CGT et que les votant-es dans les TPE ne lui donnent pas leur voix.

Nous continuerons à nous battre contre ces pratiques antidémocratiques et pitoyables de recherche de voix et ferons tout pour favoriser et créer l'unité dans les luttes à venir



LE MEPRIS DE CLASSE

CARACTERISTIQUE PRINCIPALE DES «GRANDS» MEDIAS

Au cours des quatre mois pendant lesquels des centaines de milliers de personnes ont battu le pavé pour protester contre la loi Travail, Gattaz, le radical patron des patrons, n'a cessé de traiter les manifestants et les manifestantes de voyous, voire de terroristes. Que n'a-t-on pas entendu aussi de la part de Hollande, de membres du gouvernement et des medias ! La France était prise en otage par une minorité, un syndicat «radical».

Ces attaques, d'une rare violence, qui passaient sous silence ou minimisaient provocations et violences policières, montrent à toutes celles et ceux qui ne croyaient pas à la lutte des classes qu'elle existe bel et bien. Pour défendre leur loi antisociale qui n'avait qu'un appui minoritaire au sein de la population et au Parlement (recours au 49.3 et sondages à répétition sur Hollande, Valls et le projet de loi Travail) nos dirigeants ont tenté de gagner à leur cause l'opinion publique, si besoin est en mentant effrontément. Pour parvenir à leur fin les patrons milliardaires et leurs commis du gouvernement ont utilisé non seulement l'audiovisuel public mais aussi les grands médias privés. Dassault a résumé en quelques phrases la conception de la presse qu'il partage avec les autres magnats : *«Je souhaite faire un journal libéral, qui défend le capitalisme, la flexibilité, qui ferait que la France aille dans le sens d'une économie capitaliste(...) Un journal ou un hebdomadaire pour exprimer mon opinion...»*. C'est clair, cet homme politique, à la fois sénateur et marchand de canons, fourbit ses armes... idéologiques pour défendre ses intérêts, et ceux de sa classe.

Car les acteurs de ce marché, où tout semble potentiellement à vendre, sont en partie issus de la téléphonie, qu'il s'agisse du propriétaire de SFR, Patrick Drahi, ou de celui de Free, Xavier Niel. Ils rivalisent, entre autres, avec Vincent Bolloré ou encore Bernard Arnault. Ainsi ces milliardaires constituent des empires pour pouvoir exploiter toujours plus les salarié-es qui y travaillent mais également maintenir l'ensemble des classes populaires sous anesthésiants. Bolloré, groupe Vivendi Canal +, c'est 5 450 millions € de chiffre d'affaires (Canal+, i-télé, D8...), Bouygues 2 243 millions € de CA (TF1, TMC, LCI...), Bertelsmann 1 700 millions € de CA (RTL, M6, W9, Paris Première, Gala, Femme Actuelle, Voici, Télé Loisirs, Géo, Capital...), Lagardère 958 millions € de CA (Europe1, RFM, Gulli, Paris Match, Elle, Le Journal du Dimanche, Public, Télé 7 jours...), Patrick Trahi 575 millions € de CA (Libération, L'Express, L'Expansion, Lire, L'Étudiant, BFM, RMC...), Dassault groupe Figaro 500 millions € de CA (Le Figaro, Le Journal des Finances...), Xavier Niel, Pierre Bergé 390 millions € de CA (Le Monde, L'Obs, Rue89, Courrier international, Télérama...), Bernard Arnault 335 millions € de CA (Les Echos, Le Parisien, Aujourd'hui en France...), le groupe Amaury 300 millions € de CA (L'Équipe, France Football...), François Pinault (Le Point, La Recherche...).

La dictature de l'argent sur les médias devient intolérable. Pour illustrer cet état de fait, depuis 1998, le Centre de Formation des Journalistes, privatisé, est contrôlé par les employeurs par le biais de la taxe d'apprentissage qu'ils versent à cette école.



Désormais, ils décident directement de la pédagogie en pénétrant massivement dans le conseil d'administration (Le Monde, TF1, tous les groupes y sont représentés). Dans les entreprises de presse, comme dans toutes les entreprises, les patrons veulent asservir leurs employé-es. Dans le public, les medias obéissent au gouvernement comme dans le privé aux patrons. Le pluralisme et la liberté d'expression sont plus que malmenés-es.

ABOLIR LES PRIVILEGES

Il faut bien convenir que nous avons trop attendu pour élever la voix. Le mouvement contre la loi El Khomri a provoqué une saine crainte chez les intégristes du capitalisme qu'ils soient au gouvernement ou au MEDEF. C'est tant mieux. Mais pour mettre fin à leurs pouvoirs il faudra nationaliser les grands groupes de presse, sans indemnisation ni rachat, et les placer sous le contrôle démocratique de la population laborieuse dans son ensemble.

LA DICTATURE DE L'ARGENT SUR LES MEDIAS

Pour s'adapter au capitalisme en crise, l'heure de la recomposition est arrivée pour les medias français. L'année 2015 a vu le secteur basculer dans une nouvelle phase spectaculaire de concentration, sur fond de convergence annoncée entre les télécoms et les médias.



PAS DE VACANCES AU PAYS BASQUE POUR LA REPRESSION

MANDAT D'ARRET EUROPEEN

M Nous vous informions dans Résistances n° 72 qu'un mandat d'arrêt européen (MAE) serait émis par l'Espagne contre **Emilie Martin** (de nationalité française) responsable d'Herrira.

Celui-ci a été transmis au parquet début août mais pour l'instant il ne lui a pas été notifié, peut être a-t-il des scrupules à le faire à une toute jeune maman. Pour cette raison il est difficile de savoir ce qu'il contient et les faits qui lui sont reprochés. Ce que l'on peut penser c'est qu'elle serait poursuivie au même titre que les 47 personnes qui le sont par l'Audiencia Nacional de Madrid, il leur est reproché d'être membres d'associations de soutien aux preso comme Herrira, Etxerat et Jeiki Hadi. Nous resterons vigilant-es sur la suite qui sera donnée et nous nous mobiliserons pour exiger l'abandon de cette procédure. On ne peut qu'y voir une similitude avec celle qui avait été engagée contre sa sœur Aurore Martin.



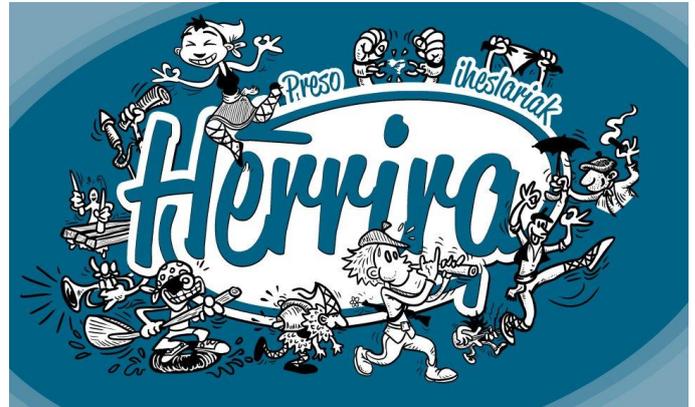
PRESO ET PRESO MALADES

Le comité de soutien de **Lorentxa Beyrie** qui est en prison depuis 2001 va entamer une nouvelle action judiciaire avec une nouvelle avocate spécialiste de la confusion/suspension de peines.

En début d'été, la Cour de Cassation a annulé la décision de la Cour d'Appel de Paris qui rejetait en mai 2015 la libération conditionnelle d'**Ibon Fernandez Iradi** qui est atteint d'une sclérose en plaques et qui lutte depuis plus de trois ans pour obtenir sa libération. Suite à la libération de Lorentxa Guimon en février il est le seul prisonnier basque incarcéré en France.

La date du prochain jugement n'est pas connu le délai peut aller jusqu'à six mois, les avocats dont certains spécialisés dans la suspension des peines ont pris le dossier en main, ils demandent l'application de la Loi Kouchner et n'excluent pas d'aller devant la Cour Européenne des Droits de l'Être Humain.

Deux prisonniers **Alex Zobarán** et **Ibon Goieaskoetxea** sont au mitard volontairement depuis le 8 août à Valence. C'est leur façon de revendiquer leur incarcération dans une prison proche d'Euskal Herria. Ils avaient entamé une grève de la faim, qu'ils ont arrêtée, pour exiger leur regroupement et leur rapprochement.



ETAT D'URGENCE

Trois preso et trois ex-preso ont été mis sous contrôle administratif dans le cadre de la loi FIJAIT (Fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroriste). Ce fichier enregistre les personnes ayant été condamnée pour terrorisme. En corse également ce contrôle aurait été appliqué. Des recours juridiques ont été déposés par les avocats, pas d'autres informations pour le moment.

ELECTIONS PARLEMENT D'EUSKADI (PAYS BASQUE SUD)

Le leader indépendantiste **Arnaldo Otegi** qui est sorti de prison en mars dernier après six ans et demi d'incarcération, ne pourra se présenter aux élections du 25 septembre prochain pour le poste de Lehendakari (Chef du gouvernement autonome d'Euskadi) sur la liste d'EH Bildu (gauche nationaliste) sur laquelle il était en première position. Il a déposé un recours sur lequel doit se prononcer le Conseil Constitutionnel, la campagne électorale doit commencer le 7 septembre le délai est court d'un côté mais long de l'autre pour décider du matériel de campagne et avec qui comme candidat-e tête de liste !

Nous ne reparlerons pas ici du cas de LAB invalidé pour les élections des TPE (voir en page 3).

Au travers de toutes ces attaques c'est le processus de paix qui est attaqué autant par l'Etat espagnol que par l'Etat français, nous continuerons avec Bagoaz et Bake Bidea à agir pour accentuer la mobilisation et les actions permettant d'arriver à la résolution du conflit et au retour de tous les preso au Pays Basque.





Livre

« PALESTINE », Noam Chomsky, Ilan Pappé

Edition Ecosociété

« Palestine » est la transcription d'une série de conversations entre le linguiste nord-américain Noam Chomsky et l'intellectuel israélien Ilan Pappé, conversations dont le modérateur était Frank Barat, coordinateur du Tribunal Russel sur la Palestine.

Tous deux d'origine juive Noam Chomsky et Ilan Pappé soutiennent depuis très longtemps la cause du peuple palestinien. Mais excellents connaisseurs non seulement de la réalité israélienne mais aussi de celle des communautés juives de par le monde, ils ne sont jamais schématiques dans leurs analyses et leurs jugements. Tous deux sont d'accord sur l'essentiel: le conflit entre Israéliens et Palestiniens n'est ni un conflit religieux (juifs contre musulmans), ni véritablement un conflit national opposant deux peuples (israélien et palestinien). C'est d'abord et avant tout un fait colonial qui a vu, depuis la fin du XIXème siècle, le mouvement sioniste s'implanter peu à peu en Palestine (d'abord sous domination turque, puis britannique après la Première guerre mondiale) dans le but de conquérir l'ensemble du pays pour en faire un « Etat juif », c'est à dire débarrasser de sa population arabe palestinienne. Cela s'est traduit pas des expulsions massives des Palestiniens pendant et après la guerre de 1947-48, la destruction de centaines de villages, la confiscation des terres, l'accaparement des ressources en eau etc. Quant aux Arabes d'Israël, c'est à dire les Palestiniens restés dans les zones contrôlées par les milices armées sionistes, ils et elles sont devenu-e-s des citoyen-ne-s de seconde zone.

Un scénario semblable s'est reproduit après la Guerre de 1967 lorsque l'armée israélienne a occupé l'ensemble de la ville de Jérusalem et la Cisjordanie. Le même processus a recommencé avec l'implantation de colonies juives de peuplement, le rasage des maisons, le saccage des oliveraies, l'interdiction de construire ou de creuser des puits etc... Bref une colonisation rampante s'est poursuivie et ce malgré les accords d'Oslo de 1993 censés aboutir à la paix et à la constitution de deux Etats côte à côte, un juif et un palestinien.

Ilan Pappé montre de façon très convaincante pourquoi le thème de « deux états » a été, et est toujours, un marché de dupes. Car c'est sous ce couvert qu'Israël a continué à coloniser à tour de bras repoussant sans cesse à plus tard un « règlement définitif » et la perspective des « deux états » dont, fondamentalement, ses gouvernements n'ont jamais voulu.

Outre cette question des « deux états » Chomsky et Pappé discutent aussi de la portée de la campagne Boycott-Désinvestissements-Sanctions (BDS), des ressemblances et des différences entre le système d'apartheid sud-africain et celui mis sur pied par les sionistes, de la poussée à droite de la société israélienne et de son corollaire, la quasi-disparition des sensibilités sionistes « de gauche », et enfin des perspectives de lutte en Israël et en Palestine. Sur ce dernier point d'ailleurs aucun des deux n'est très optimiste. Si Chomsky estime que seul un fort mouvement d'opinion aux Etats-Unis pourrait persuader Washington d'arrêter de soutenir l'Etat sioniste (ce dont on peut douter), Ilan Pappé de son côté - tout en montrant l'apparition en Israël même de jeunes générations (certes minoritaires) qui remettent en cause les postulats du sionisme - estime pour sa part que le déblocage de la situation actuelle viendra sans doute de l'extérieur, sous l'impulsion par exemple d'un « Printemps arabe » réussi.

Un livre qui ne préconise pas de solutions toutes faites mais qui à l'immense intérêt de faire réfléchir sur la complexité du problème.

NOAM CHOMSKY
ILAN PAPPÉ

PALESTINE

